

RÉSUMÉ

L'épidémie de VIH/sida est la plus mortelle qu'il soit à notre époque. Elle a déjà coûté la vie à plus de 22 millions de personnes et plus de 42 millions d'autres vivent actuellement avec la maladie. Même si l'on découvrirait aujourd'hui un vaccin contre le VIH, plus de 40 millions de personnes mourraient encore prématurément. Dans bien des pays, particulièrement en Afrique dans ceux où elle fait le plus de ravages comme le Botswana, le Swaziland et le Zimbabwe, l'épidémie s'est propagée rapidement, laissant dans son sillage la maladie, la mort, la pauvreté et la misère. Dans d'autres, elle en est encore à ses débuts. Il est à noter que le VIH/sida touche maintenant les pays les plus peuplés du monde : la Chine compte 1 million de séropositifs et l'Inde 6 millions et l'une comme l'autre commencent à ressentir les effets destructeurs de l'épidémie.

Non seulement l'épidémie tue mais elle met lourdement à contribution les familles, les collectivités locales et les économies. La misère et la dévastation qu'elle a déjà entraînées sont incommensurables mais il est probable que ses effets deviendront encore plus dévastateurs à mesure que s'allongera la liste des pays gravement touchés. Il est difficile de prévoir avec certitude comment elle évoluera. Cela dépendra en grande partie des mesures qui auront été prises en vue de :

- Sensibiliser les gens aux dangers du virus et les persuader de changer de comportement;
- Trouver des moyens efficaces d'empêcher le virus de se propager davantage;
- Découvrir de nouveaux médicaments et traitements;
- Mobiliser les ressources financières et humaines nécessaires pour accomplir ses tâches.

Peu après le début de l'épidémie, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales a entrepris d'étudier la démographie du VIH/sida et elle a pris en compte ses répercussions dans les révisions biennales des estimations et projections démographiques mondiales officielles de l'ONU¹. Le présent rapport va plus loin, il examine les effets plus larges du VIH/sida sur le développement. Il vise à éclairer les débats de la Commission de la population et du développement à sa trente-huitième session, en 2005, dont le thème sera : " Population, développement et VIH/sida, et leur rapport avec la pauvreté ". Il présente par ailleurs un tour d'horizon de l'ensemble des conséquences de l'épidémie du sida auquel l'Assemblée générale pourra se référer en 2005 lorsqu'elle examinera la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida qu'elle a adoptée en 2001 (A/RES/S-26/2).

On trouvera dans les *Répercussions du VIH/sida* non seulement une analyse des conséquences démographiques de l'épidémie, mais aussi un bref tour d'horizon de ses effets sur les familles et les ménages ainsi que sur l'agriculture durable, le secteur privé, les services de santé, l'éducation et la croissance économique nationale. L'épidémie a fait perdre le terrain gagné au

¹World Population Prospects: The 2002 Revision (publication des Nations Unies, Division de la population du Département des affaires économiques et sociales, n° de vente : E.03.XIII.6).

prix de dizaines d'années d'efforts en matière de mortalité et elle met sérieusement en péril les conditions de vie des générations actuelles et à venir. Si ses répercussions sont aussi énormes, c'est parce qu'elle affaiblit et tue nombre de jeunes adultes qu'elle fauche au cours des années les plus productives de leur existence du point de vue de la génération de revenus et des soins à la famille. Elle détruit la famille en éliminant une génération entière qui a un rôle essentiel à jouer dans la survie des plus jeunes et des plus âgés.

Les répercussions démographiques du VIH/sida

Les répercussions démographiques du VIH/sida sont déjà colossales, en particulier en Afrique subsaharienne. L'épidémie a entraîné de terribles pertes en vies humaines. Selon les dernières projections démographiques de l'ONU, les ravages pourraient être encore plus catastrophiques dans les décennies à venir.

La publication intitulée *World Population Prospects: The 2002 Revision*, qui renferme les estimations et projections démographiques mondiales officielles de l'ONU, présente les effets du VIH/sida dans les 53 pays les plus atteints, où vivent plus de 90 % des adultes séropositifs. La surmortalité imputable à la maladie a été de 1 million de décès au début des années 90, de 3 millions en 2000 et de plus de 4 millions en 2003.

Trente-huit de ces 53 pays – soit trois sur quatre – se trouvent en Afrique subsaharienne. Dans ces pays, la surmortalité imputable à l'épidémie devrait dépasser 100 millions de décès en 2005. À cette date, ces pays compteront 14 % d'habitants de moins qu'ils n'en auraient eu sans le sida.

Bien que, dans les pays situés ailleurs qu'en Afrique, les retombées démographiques du VIH/sida soient relativement modérées et la prévalence moins forte, les pertes en vies humaines demeurent colossales. On s'attend à ce que d'ici à 2025, la surmortalité imputable au sida atteigne 31 millions de décès en Inde et 18 millions de décès en Chine.

Depuis 10 ans, le taux de mortalité a augmenté en flèche dans les pays où la prévalence du VIH est forte pour atteindre des niveaux jamais vus depuis les années 50 ou 60. Dans les 38 pays africains les plus touchés, l'espérance de vie diminuera de 10 ans ou presque d'ici à 2020-2025 et dans les sept pays où le taux de prévalence est le plus élevé, de près de 30 ans. En dehors de l'Afrique, on s'attend à ce qu'elle diminue de manière significative dans les pays comme les Bahamas, le Cambodge, Haïti, le Myanmar et la République dominicaine.

C'est au Botswana que l'on observe actuellement le taux de prévalence du VIH le plus élevé du monde : plus d'un tiers de la population adulte y est séropositive. L'espérance de vie, qui était de 65 ans entre 1990 et 1995, est passé à 56 ans entre 1995 et 2000 et se situe actuellement autour de 40 ans à cause du sida. Il est vraisemblable que la population commencera à diminuer d'ici quelques années. Bien que toutes les répercussions du VIH/sida sur l'économie ne se soient pas encore fait sentir, les projections démographiques pour le Botswana indiquent qu'en 2025, le pays devrait connaître un grave déficit en population active.

Les répercussions du VIH/sida sur les ménages et les familles

Les ménages se ressentent immédiatement des effets de l'épidémie de VIH/sida. De fait, les ménages et les familles sont les plus lourdement mis à contribution puisque ce sont eux qui, les premiers, ont à faire face à la maladie et à ses conséquences. Les familles dont le membre séropositif est le soutien financier se trouvent aux prises non seulement avec la perte de leur revenu mais avec l'augmentation de leurs frais médicaux. La perte de revenus et le coût du traitement de cette longue maladie font sombrer les ménages dans la pauvreté. Des études ont montré que leur consommation chutait et qu'il y avait notamment réduction des dépenses d'alimentation et, par suite, malnutrition. L'épidémie est source d'autres problèmes encore dans les endroits où la société attribue à la maladie un caractère honteux.

Comme l'infection au VIH est particulièrement fréquente parmi les jeunes adultes, elle anéantit des pans entiers d'une même génération de jeunes parents et la composition de la famille s'en trouve rapidement modifiée. Dans les pays gravement touchés, on observe une augmentation de la proportion de familles dont le chef est une femme, un grand-parent ou bien encore un jeune orphelin. Il arrive que le décès d'un membre de la famille entraîne la dissolution complète du ménage et que les enfants soient envoyés chez des proches ou demeurent entièrement livrés à eux-mêmes. Le décès d'un conjoint a des conséquences particulièrement dramatiques dans les sociétés où les tâches sont réparties de façon rigide entre les deux sexes, dans la mesure où le conjoint survivant ne peut pas assumer les tâches ou les responsabilités du membre de la famille malade ou défunt. Dans le district de Rakai en Ouganda, les décès imputables au sida ont ainsi entraîné une pénurie de main-d'œuvre agricole et domestique.

Dès 2001, on dénombrait 15 millions d'enfants de moins de 15 ans orphelins de père ou de mère ou des deux parents, dont 11 millions en Afrique subsaharienne. Ce chiffre doublera vraisemblablement d'ici à 2010. Il est fréquent que des orphelins soient recueillis par des proches, en particulier dans les sociétés africaines, mais la multiplication rapide du nombre des orphelins submergerait le système d'appui traditionnel de la famille élargie. Bien des ménages qui recueillent des orphelins sont eux-mêmes pauvres et l'accueil de ces enfants représente pour eux un fardeau considérable.

Les répercussions du VIH/sida sur les entreprises

La maladie a des répercussions sur le secteur privé, et dans l'agriculture comme dans d'autres branches d'activité. Des études ont montré qu'elle avait des effets préjudiciables sur le volume et la qualité de la main-d'œuvre et sur les coûts salariaux, dans la mesure où les travailleurs les plus productifs deviennent trop malades pour travailler efficacement, ou même pour travailler tout court, et finissent par mourir. La perte de ces travailleurs et les frais associés à l'assurance maladie et au capital-décès pèsent lourdement sur les entreprises.

L'impact de l'épidémie sur l'entreprise est essentiellement fonction de cinq facteurs : le nombre d'employés contaminés; le poste qu'ils occupent; la structure du processus de production et sa capacité à absorber la perte de main-d'œuvre; l'assurance maladie offerte par l'entreprise; l'effet du VIH/sida sur le marché. Aux premiers stades de la maladie, les travailleurs continuent souvent à s'acquitter de leurs tâches, mais ils prennent davantage de jours de congé maladie et de vacances. Les entreprises qui offrent une assurance

maladie aux travailleurs et à leur famille n'ont pas nécessairement les moyens de faire face au coût élevé du traitement et des médicaments. Une étude réalisée au Malawi a cité le cas d'une entreprise où le nombre de décès avait augmenté de plus de 40 % en cinq ans, ce qui avait considérablement accru le montant des sommes qu'elle avait dû déboursier au titre du capital-décès.

Les jeunes adultes qui viennent d'entrer dans la vie active sont les plus exposés et on observe un nombre disproportionné de décès dans ce groupe d'âge. Suivant la place qu'ils occupaient dans l'entreprise, la production ou la gestion s'en trouvent compromises. Ceux qui avaient des compétences exceptionnelles et davantage d'expérience sont les plus difficiles à remplacer. Parallèlement, la demande de biens et de services peut diminuer puisque les ménages touchés ont des revenus moindres et réduisent leur consommation.

Les répercussions du VIH/sida sur l'agriculture

Le VIH/sida a un impact dévastateur sur la production agricole et la viabilité économique des petites fermes et des entreprises agricoles commerciales. Selon les prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les effectifs de la main-d'œuvre agricole diminueront de 10 à 26 % d'ici à 2020 dans les 10 pays africains les plus gravement touchés par le VIH/sida. On s'attend à ce que le Botswana, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe perdent chacun au moins un cinquième de leur main-d'œuvre agricole.

La perte de travailleurs agricoles entraîne la diminution de la superficie des terres cultivées, le choix de cultures à moindre coefficient de main-d'œuvre, une baisse du rendement et une pénurie de main-d'œuvre pendant les périodes de pointe. L'épidémie a également eu pour conséquence une perte des savoir-faire et une diminution des effectifs de la main-d'œuvre qualifiée et expérimentée. Une enquête menée au Zimbabwe a montré que la production agricole avait baissé de près de 50 % dans les ménages touchés par le sida. Une autre étude, consacrée au secteur agricole commercial du Kenya, a révélé que la morbidité et la mortalité liées au sida avaient déjà entraîné des coûts financiers, économiques et sociaux extrêmement lourds.

Les répercussions du VIH/sida sur les services de santé

Avant même l'apparition de l'épidémie, les services de santé étaient déjà inadéquats dans nombre des pays fortement touchés. Depuis, ils ont été très fortement sollicités, ce qui a eu pour effet de grever lourdement les budgets et les systèmes d'assurance maladie. Ainsi, l'offre va s'amenuisant alors que la demande augmente.

Les dépenses associées au traitement du sida et des infections opportunistes chez les personnes dont le système immunitaire a été fragilisé par le virus sont de plus en plus élevées. Elles ont entraîné des ponctions dans des budgets déjà limités, au détriment d'autres préoccupations sanitaires. Les pouvoirs publics ayant de plus en plus de difficultés à dispenser les soins nécessaires par l'intermédiaire du secteur public, les coûts sont de plus en plus souvent à la charge du secteur privé, des ménages et des particuliers.

Les répercussions du VIH/sida sur l'éducation

Le VIH/sida érode les progrès qui avaient été faits sur la voie de l'universalité de l'éducation primaire. Il affaiblit les systèmes éducatifs et compromet la fréquentation scolaire. À long terme, il pourrait entraîner une

diminution du niveau et de la qualité de l'enseignement, ce qui affaiblirait le capital humain et ralentirait le développement économique et social.

Il ressort de certaines études que le taux d'infection au VIH est élevé parmi les enseignants et les administrateurs d'école, ce qui retentit à la fois sur la quantité et la qualité des ressources disponibles en matière d'éducation. Il est difficile de remplacer les enseignants qualifiés et expérimentés. Selon une étude du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le sida a fait tellement de victimes parmi les enseignants en Zambie en 1998, que cette perte a été l'équivalent, pour le pays, de ce qu'aurait été la disparition des deux tiers ou presque des nouveaux enseignants formés au cours de l'année. Les enseignants expérimentés sont inévitablement remplacés par du personnel plus nouveau et la qualité de l'enseignement s'en ressent. Le niveau est également compromis lorsque l'absentéisme des enseignants perturbe l'assimilation des connaissances par les élèves.

Parallèlement, certaines études montrent que les enfants appartenant à une famille touchée risquent davantage de cesser de fréquenter l'école, soit parce qu'on a besoin d'eux à la maison, soit parce qu'ils doivent travailler. Les familles moins aisées ne peuvent plus payer les frais de scolarité. Une étude réalisée dans un district particulièrement frappé en Ouganda a montré que, dans trois écoles primaires, le nombre d'enfants inscrits avait diminué au total de 60 % entre 1989 et 1993. Le taux de scolarisation est particulièrement faible parmi les orphelins qui ont perdu leurs deux parents. Une enquête réalisée auprès des ménages à Kampala, en Ouganda, a montré qu'en 1990, 47 % des ménages comptant des orphelins n'avaient pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, alors que seuls 10 % des autres ménages se trouvaient dans cette situation.

Les répercussions du VIH/sida sur la croissance économique

L'épidémie de VIH/sida représente une lourde charge pour toute économie et, à plus forte raison, pour les économies fragiles qui caractérisent en général les pays où le taux de prévalence du VIH est élevé. On a entrepris des études dans nombre de pays gravement touchés pour préserver sous forme de modèle les répercussions du VIH/sida sur la croissance économique. Dans certains cas, on a estimé que les retombées seraient « peu importantes ». Dans d'autres, on a déterminé que le produit intérieur brut annuel serait inférieur dans une proportion allant de 2 à 4 % à ce qu'il aurait été si l'épidémie n'était pas survenue. En dehors de ses effets sur le produit intérieur brut, l'épidémie de VIH/sida risque d'exacerber l'inégalité des revenus et d'augmenter la pauvreté.

Les répercussions à plus long terme du VIH/sida sur le bien-être et le développement sont certainement plus graves que ne le laissent entendre les analyses économiques. Les évaluations ne tiennent généralement pas compte des pertes en « capital social » ou de l'effet cumulatif préjudiciables sur le capital humain des carences éducatives et des problèmes de nutrition et de santé soulevés directement ou indirectement par l'épidémie. Les conséquences de la diminution des investissements en capital humain pour la jeune génération auront des effets sur les résultats économiques pendant des décennies, bien au-delà de la période couverte par la plupart des analyses économiques.

Conclusions

Par sa résolution 26-S/2 (annexe), l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session extraordinaire, tenue à New York du 25 au 27 juin 2001, a adopté la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida. Dans cette déclaration, elle dit que "l'épidémie mondiale de VIH/sida, en raison de son ampleur et de son incidence dévastatrices, constitue une crise mondiale et l'un des défis les plus redoutables pour la vie et la dignité humaines ainsi que pour l'exercice effectif des droits de l'homme, compromet le développement social et économique dans le monde entier et affecte la société à tous les niveaux – national, local, familial et individuel".

Depuis l'adoption de la Déclaration d'engagement, l'épidémie de VIH/sida s'est aggravée et propagée. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session sur les progrès qui avaient été faits dans la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida, le Secrétaire général souligne qu'il faut une direction politique énergique et des mesures effectives pour prévenir une expansion majeure du VIH/sida. Il recommande à tous les pays de mettre au point et d'exécuter des stratégies nationales destinées à promouvoir la prévention, le traitement, les soins et le soutien psychologique parmi les personnes infectées ou affectées par le VIH sida.

Si l'on veut juguler l'épidémie, il faudra consentir des efforts beaucoup plus importants, notamment sur le plan financier. Comme conclut le Secrétaire général dans son rapport, "pour financer les mesures à prendre à l'échelle mondiale ... les ressources financières annuelles consacrées aux programmes de lutte contre le VIH/sida doivent tripler par rapport au niveau actuel d'ici à 2005 et quintupler d'ici à 2007".

L'évolution de l'épidémie de VIH/sida n'est en aucune manière prédéterminée. Elle dépendra de la façon dont les particuliers, les collectivités, les nations et le monde entier réagiront à la menace, dans l'immédiat et à l'avenir.